

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 1988

27 JUIN 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
portant organisation du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, telles qu'elles ont été modifiées, notamment l'article 8 bis;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 74, 3°;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 1985 déterminant, en ce qui concerne le jury d'Etat de l'enseignement moyen supérieur, les matières des examens et le niveau des connaissances exigées et les dispenses d'interrogation, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel qu'il a été modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date, du 1er juin 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence d'assurer au plus tôt l'organisation des jurys de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 21 juin 1989,

Arrêtons :

**Article 1er. § 1er.** Il est créé un jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire.

Ce jury comporte trois sections :

A. La première section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire général);
- 2° le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire technique);
- 3° le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire artistique);
- 4° le certificat d'enseignement secondaire inférieur (enseignement secondaire professionnel).

B. La seconde section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire général);
- 2° le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;
- 3° le diplôme d'admission à l'examen de candidat ingénieur civil.

C. La troisième section est chargée de conférer :

- 1° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire technique);
- 2° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire artistique);
- 3° le certificat d'enseignement secondaire supérieur (enseignement secondaire professionnel);
- 4° le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

§ 2. Un siège central est créé par section.

**Art. 2.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de fixer les modèles des certificats et des diplômes visés à l'article 1er, § 1er, A, B, et C.

**Art. 3.** Le jury est composé :

- 1° d'un président et de deux présidents adjoints;
- 2° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint pour chaque section;
- 3° de membres.

**Art. 4.** Le président et les présidents adjoints sont choisis en dehors du personnel enseignant, parmi les titulaires d'un diplôme légal de fin d'études supérieures délivré, conformément aux lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, après quatre années d'études au moins et de préférence parmi les magistrats effectifs ou suppléants tant du siège que du parquet.

Ils sont nommés pour une période de six années par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

**Art. 5.** Le secrétaire et le secrétaire adjoint de chaque section sont désignés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions pour un mandat de six ans, pendant lequel ils sont de droit membres de la section concernée.

**Art. 6.** Les membres :

- 1° sont choisis parmi le personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire en activité de service ou retraité depuis moins de trois ans et n'ayant pas dépassé l'âge de 65 ans;
- 2° sont choisis pour moitié parmi le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié parmi le personnel de l'enseignement libre;
- 3° sont nommés pour une période de deux années, éventuellement renouvelable deux fois, par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

**Art. 7. § 1er.** Pour l'obtention :

- 1° du certificat visé à l'article 1er, A, 1°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières de la troisième année de l'enseignement secondaire général;
- 2° du certificat visé à l'article 1er, A, 2°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières de la troisième année de l'enseignement secondaire technique;
- 3° du certificat visé à l'article 1er, A, 3°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières de la troisième année de l'enseignement secondaire artistique;
- 4° du certificat visé à l'article 1er, A, 4°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières techniques et de pratique professionnelle de la quatrième année de l'enseignement secondaire professionnel et des cours généraux des troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire professionnel;
- 5° du certificat visé à l'article 1er, B, 1°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire général;
- 6° du diplôme visé à l'article 1er, B, 3°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières déterminées dans les articles 5, 6, 6bis et 9 de l'arrêté royal du 22 juin 1985 déterminant, en ce qui concerne le jury d'Etat de l'enseignement moyen supérieur, les matières des examens et le niveau des connaissances exigées et les dispenses d'interrogation, tel qu'il a été modifié;
- 7° du certificat visé à l'article 1er, C, 1°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire technique;
- 8° du certificat visé à l'article 1er, C, 2°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire artistique;
- 9° du certificat visé à l'article 1er, C, 3°, les récipiendaires sont interrogés sur des matières techniques et de pratique professionnelle des cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire professionnel et des cours généraux des sixième et septième années d'études de l'enseignement secondaire professionnel;
- 10° du diplôme d'aptitude visé à l'article 1er, B, 2° et C, 4°, les récipiendaires sont interrogés, au choix du candidat, sur une matière ou un groupe de matières comportant au moins trois périodes hebdomadaires de la sixième année d'études de l'enseignement secondaire, à l'exclusion des matières déterminées à l'article 10.2 de l'arrêté royal du 11 mai 1987 relatif à l'octroi du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur et ils sont tenus de rédiger une dissertation en langue française, éventuellement suivie d'une conversation portant sur le sujet de la dissertation.

§ 2. Des dispenses d'interrogations de certaines matières peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions, aux titulaires d'un diplôme ou certificat belge d'enseignement permettant d'établir qu'ils ont suivi avec fruit un enseignement équivalent dans les cours visés.

§ 3. Les titres délivrés par le jury produisent leurs effets de plein droit.

**Art. 8. Les droits d'inscription sont fixés comme suit :**

1° 300 francs pour les examens prévus :

- à l'article 1er, A, 1°;
- à l'article 1er, A, 2°;
- à l'article 1er, A, 3°;
- à l'article 1er, A, 4°;
- à l'article 1er, B, 2°;
- à l'article 1er, C, 4°;

2° 600 francs pour les examens prévus :

- à l'article 1er, B, 1°;
- à l'article 1er, B, 3°;
- à l'article 1er, C, 1°;
- à l'article 1er, C, 2°;
- à l'article 1er, C, 3°.

**Art. 9.** Le programme et l'organisation des sessions du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire sont fixés par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

**Art. 10. § 1er.** La journée de séance est de six heures au moins.

Par journée, les indemnités de vacation sont fixées forfaitairement comme suit :

- pour le président et les présidents adjoints : 225 francs;
- pour les secrétaires et les secrétaires adjoints : 200 francs;
- pour les membres : 185 francs.

§ 2. Si, par suite de circonstances contraignantes, la durée de six heures n'est pas atteinte, les indemnités de vacation sont respectivement réduite à 180, 145 et 120 francs. Si, au contraire, cette durée est dépassée, il est alloué par heure supplémentaire 45 francs au président et aux présidents adjoints, 40 francs aux secrétaires et aux secrétaires adjoints et 30 francs aux membres.

**Art. 11. § 1er.** L'arrêté royal du 6 novembre 1987 portant organisation du jury d'Etat de l'enseignement secondaire est abrogé.

§ 2. Toutefois, les président, présidents adjoints, secrétaires, secrétaires adjoints, membres effectifs et membres suppléants nommés en application des articles 2 à 5 de l'arrêté royal du 6 novembre 1987 précité, poursuivent leur mandat jusqu'au terme normal de celui-ci.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1990, à l'exception de l'article 8 qui entre en vigueur le 1er janvier 1990.

**Art. 13.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 juin 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,  
Y. YLIEFF

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1988

27 JUNI 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende inrichting van de examencommissie van de Franse Gemeenschap van het secundair onderwijs

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten van het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, zoals ze gewijzigd werden, inzonderheid op artikel 6bis;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 74, 3°;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1965 waarbij de vakken van de examens, het peil van de vereiste kennis en de vrijstellingen van ondervraging worden bepaald, wat betreft de examencommissie van de Staat voor het hoger middelbaar onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 1 juni 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de noodzaak, de inrichting van de examencommissies van de Franse Gemeenschap onverwijld te regelen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, van de Executieve van de Franse Gemeenschap en na beraadslaging van de Executieve, d.d. 21 juni 1989,

Besluiten :

**Artikel 1. § 1.** Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs ingesteld, bestaande uit drie afdelingen :

**A.** De eerste afdeling is belast met het uitreiken van :

- 1° het getuigschrift van lager secundair onderwijs (algemeen secundair onderwijs);
- 2° het getuigschrift van lager secundair onderwijs (technisch secundair onderwijs);
- 3° het getuigschrift van lager secundair onderwijs (secundair kunstonderwijs);
- 4° het getuigschrift van lager secundair onderwijs (secundair beroepsonderwijs);

**B.** De tweede afdeling is belast met het uitreiken van :

- 1° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (algemeen secundair onderwijs);
- 2° het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;
- 3° het diploma voor toelating tot het examen van kandidaat-burgelijk ingenieur;

**C.** De derde afdeling is belast met het uitreiken van :

- 1° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (technisch secundair onderwijs);
- 2° het getuigschrift van hoger secundair kunstonderwijs;
- 3° het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (secundair beroepsonderwijs);
- 4° het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs.

§ 2. Per afdeling wordt er een centrale zetel opgericht.

**Art. 2.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort is belast met de vaststelling van de modellen van de in artikel 1, § 1, A, B en C bedoelde getuigschriften en diploma's.

**Art. 3.** De examencommissie is samengesteld uit :

- 1° één voorzitter en twee adjunct-voorzitters;
- 2° één secretaris en één adjunct-secretaris voor elke afdeling;
- 3° leden.

**Art. 4.** De voorzitter en adjunct-voorzitters worden gekozen buiten het onderwijzend personeel, onder de houders van een wettelijk diploma van voleindigde hogere studiën, uitgereikt overeenkomstig de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens na ten minste vier jaar studiën, en bij voorkeur onder de werkende of plaatsvervangende magistraten, zowel van de zittende als van de staande magistratuur.

Zij worden voor een periode van zes jaar benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

**Art. 5.** De secretaris en adjunct-secretaris van elke afdeling worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort aangeduid voor een mandaat van zes jaar, tijdens welk zij van rechtswege lid zijn van de betrokken afdeling.

**Art. 6.** De leden :

1° worden gekozen uit het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs in actieve dienst of minder dan drie jaar gepensioneerd en die de leeftijd van 65 jaar niet hebben overschreden;

2° worden gekozen voor de helft uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de andere helft uit het personeel van het vrij onderwijs;

3° worden benoemd voor een periode van twee jaar, eventueel twee maal hernieuwbaar, door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

**Art. 7. § 1.** Voor het verwerven van :

1° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, A, 1°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van het derde leerjaar van het algemeen secundair onderwijs;

2° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, A, 2°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van het derde leerjaar van het technisch secundair onderwijs;

3° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, A, 3°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van het derde leerjaar van het secundair kunstonderwijs;

4° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, A, 4°, worden de examinandi ondervraagd over technische vakken en beroepspraktijk van het vierde leerjaar van het secundair beroepsonderwijs en over algemene vakken van het derde en het vierde leerjaar van het secundair beroepsonderwijs;

5° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, B, 1°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van het vijfde en het zesde leerjaar van het algemeen vormend secundair onderwijs;

6° het diploma bedoeld in artikel 1, B, 3° worden de examinandi ondervraagd over de leerstof bepaald in de artikelen 5, 6, 6bis en 9 van het koninklijk besluit van 22 juni 1965, waarbij de examens, het peil van de vereiste kennis en de vrijstellingen van ondervraging worden bepaald, wat betreft de examencommissie van de Staat voor het hoger middelbaar onderwijs, zoals gewijzigd;

7° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, C, 1°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van het vijfde en het zesde leerjaar van het technisch secundair onderwijs;

8° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, C, 2°, worden de examinandi ondervraagd over leerstof van het vijfde en het zesde leerjaar van het secundair kunstonderwijs;

9° het getuigschrift bedoeld in artikel 1, C, 3°, worden de examinandi ondervraagd over technische vakken en beroepspraktijk van het vijfde en het zesde leerjaar en algemene vakken van het zesde en het zevende leerjaar van het secundair beroepsonderwijs;

10° het bekwaamheidsdiploma bedoeld in artikel 1, B, 2°, en C, 4°, worden de examinandi ondervraagd over, naar keuze van de kandidaat, een vak of vakkengroep, ten minste drie wekelijkse lestijden omvattend in het zesde leerjaar van het secundair onderwijs, met uitsluiting van de vakken bepaald in artikel 10.2 van het koninklijk besluit van 11 mei 1987 betreffende de toekenning van het bekwaamheidsdiploma voor toegang tot het hoger onderwijs, en dienen ze tevens een verhandeling te schrijven in de Franse taal waarna eventueel een gesprek over het onderwerp van de verhandeling kan volgen.

§ 2. Vrijstelling van ondervraging over bepaalde leervakken kan worden verleend door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, aan de houders van een Belgisch onderwijsgetuigschrift of diploma waaruit blijkt dat zij met vrucht een gelijkwaardig onderwijs in de bedoelde leervakken hebben genoten.

§ 3. De door de examencommissie uitgereikte bekwaamheidsbewijzen zijn van rechtswege geldig.

**Art. 8.** De inschrijvingsrechten worden als volgt vastgesteld :

1° 300 frank voor de examens vermeld in :

- artikel 1, A, 1°;
- artikel 1, A, 2°;
- artikel 1, A, 3°;
- artikel 1, A, 4°;
- artikel 1, B, 2°;
- artikel 1, C, 3°;

2° 600 frank voor de examens vermeld in :

- artikel 1, B, 1°;
- artikel 1, B, 3°;
- artikel 1, C, 1°;
- artikel 1, C, 2°;
- artikel 1, C, 3°;

**Art. 9.** Het programma en de organisatie van de zittingen van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs worden bepaald door de Ministers tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

**Art. 10. § 1.** De zitdag duurt ten minste zes uren. Per dag zijn de vacatiegelden als volgt vastgesteld :

- voor de voorzitter en de adjunct-voorzitters : 225 frank;
- voor de secretarissen en de adjunct-secretarissen : 200 frank;
- voor de leden : 165 frank.

§ 2. Zo de duur van zes uur ingevolge dwingende omstandigheden niet kan worden bereikt, worden de vacatiegelden respectievelijk tot 180, 145 en 120 frank verminderd.

Wordt integendeel die duur overschreden, dan wordt per bijkomend uur aan de voorzitter en de adjunct-voorzitter 45 frank, aan de secretarissen en adjunct-secretarissen 40 frank en aan de leden 30 frank toegekend.

**Art. 11. § 1.** Het koninklijk besluit van 6 november 1987 betreffende de inrichting van de examencommissie van de Staat voor het secundair onderwijs wordt opgeheven.

§ 2. De voorzitter, plaatsvervangende voorzitters, secretarissen, adjunct-secretarissen werkende en plaatsvervangende leden benoemd krachtens de artikelen 2 tot 5 van het voormelde koninklijk besluit van 6 november 1987, voleindigen evenwel hun mandaat.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989, behalve artikel 8 dat op 1 januari 1990 van kracht wordt.

**Art. 13.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 juni 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF